

Le budget—M^{me} Holt

Canada; l'Iran, 60 milliards de barils pour 32 millions d'habitants; le petit Koweït, 64 milliards de barils pour 880,000 habitants, c'est-à-dire moins que la plupart de nos grandes villes; l'Iraq, 31.5 milliards de barils pour 10 millions d'habitants; les Emirats arabes unis, 24 milliards de barils pour 210,000 habitants; le Qatar, 6.5 milliards de barils pour 115,000 habitants; et le Nigeria, 15 milliards de barils pour 79 millions d'habitants. A propos du Nigeria, le pétrole nigérien a fait de ce pays non seulement la nation la plus riche de l'Afrique noire, avec un revenu de 9.2 milliards de dollars et des réserves de 15 milliards de barils, mais aussi l'une des composantes politiques les plus importantes au monde.

Il est évident que ce transfert de richesses va non seulement ralentir ou empêcher de s'élever le niveau de vie de n'importe quel pays, et sans aucun doute du nôtre, mais il a plongé le Tiers-Monde dans un véritable chaos économique, une révolution, et leur a fait espérer un pouvoir équivalent à leur pétrodollars.

Utilisant l'organisation des Nations Unies, un groupe de pays arabes, africains, latino-américains et communistes ont constitué une nouvelle majorité que nous appelons poliment le Tiers-Monde, pour faire adopter des résolutions, commençant par s'opposer à un petit pays appelé Israël. A l'heure actuelle, il s'efforce d'isoler et d'aliéner les pays qui ne sont pas communistes. S'il y a une réduction, j'espère qu'elle s'appliquera aux Nations Unies. Je suis persuadé que cet organisme est maintenant dominé par un groupe de petits pays riches et puissants pour qui richesse est synonyme de droit.

● (1610)

Malgré l'attachement sentimental du Canada à l'ONU, celle-ci ne constitue plus une organisation de cohésion et de paix internationales dont le Canada a été l'un des fondateurs il y a 30 ans. C'est plutôt un organisme de désunion et de destruction qui s'est écarté de sa tradition de paix et de justice. Et malheureusement à cause de cette grande marque de succès, l'argent. Des petits pays dont la population est inférieure à celle de la ville d'Ottawa, dont certains sont encore primitifs, politiquement et sociologiquement sous-développés, qui n'y ont aucun engagement financier ou autre, ont manipulé cet organisme de même que ces agences et ces conventions, en vue d'atteindre, leurs propres objectifs. Ils veulent répandre la haine et malheureusement la vengeance et la violence politique.

En fournissant des fonds aux Nations Unies, nous appuyons une vaste bureaucratie internationale qui ne rend guère service aux contribuables canadiens. Sans doute cet organisme entraîne-t-il encore plus de gaspillage et d'inutilités que nos propres bureaucraties fédérale, provinciales et municipales.

Il est significatif que nous y collaborions toujours, même si elles laissent étouffer et même mourir des pays. Cet organisme a accueilli dans son sein un homme armé qui s'en prend à la vie d'un peuple qui habite et enrichit le Moyen-Orient grâce à un style de vie démocratique et innovateur. Cette organisation internationale de paix et de justice a accepté que l'on boycotte l'un de ses membres pour plaire à des pays du Tiers-Monde. C'est de là que nous vient notre inflation, mais nous avons été en meilleure posture pour la surmonter.

Je pense qu'il est important que l'on cesse de verser les quelque 62 milliards à l'ONU.

L'Orateur suppléant (M^{me} Morin): A l'ordre, je vous prie. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est expiré.

[M^{me} Holt.]

M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley): Madame l'Orateur, je ne veux pas relever à nouveau les erreurs statistiques qui se trouvent dans le dernier exposé budgétaire car de nombreux députés s'y sont attardés longuement la semaine dernière. Toutefois, je voudrais citer, pour l'approuver, une phrase descriptive d'un éditorial du *Globe and Mail*, qui disait du budget: Il ne montre aucun courage et fait parfois preuve d'une certaine cruauté.»

Je pourrais ajouter que, dans certains cas, il comporte également des contradictions. Permettez-moi de donner quelques exemples selon l'exposé budgétaire, le règlement de la Commission d'assurance-chômage sera plus sévère. En fait, les dépenses d'assurance-chômage augmenteront. Selon l'exposé budgétaire, 200 millions de dollars seront consacrés à l'aide au logement. En fait et selon le ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Danson), le nombre des mises en chantier diminuera considérablement. Toujours selon l'exposé budgétaire, des mesures d'austérité frapperont la Fonction publique. En fait, 11,000 postes supplémentaires y seront créés. Le gouvernement est censé diminuer ses dépenses. En fait, les dépenses du gouvernement et les prêts qu'il accordera passeront de près de 4 à plus de 31 milliards de dollars; le déficit de caisse envisagé passera de 1.5 milliard à 5 milliards de dollars.

Le gouvernement a absolument voulu créer la société Pétro-Canada pour maintenir le prix du gaz et du pétrole à un niveau convenable. En fait, non seulement une taxe d'accise de 10c. par gallon sera perçue sur l'essence, mais le prix du gaz naturel augmentera de plus de 24 p. 100 cet hiver et le fuel domestique de plus de 13 p. 100.

Bref pour ne pas répéter toutes ces statistiques, permettez-moi de citer un extrait d'un article écrit par Hugh Windsor et paru dans le *Globe and Mail* le lendemain de l'exposé budgétaire. Il déclarait:

Si l'on ajoute 2 milliards et que l'on en retire 1, si l'on augmente les prévisions des dépenses et que l'on parle de restrictions budgétaires, si l'on augmente les prévisions globales, et qu'on en diminue le pourcentage, n'est-ce pas utiliser plus de moyens qu'il n'en faut pour obtenir le résultat recherché?

C'est précisément ce que le ministre des Finances (M. Turner) nous demande à titre de Canadiens d'accepter!

Quel que soit le côté de la Chambre où vous siégez ou quelle que soit votre allégeance, les faits se passent de commentaire. Depuis 1972, alors que John Turner est devenu ministre des Finances, les dépenses budgétaires du gouvernement ont augmenté de 99.5 p. 100. La masse monétaire s'est élevée de 45.7 p. 100 et le coût de la vie de 32.6 p. 100. L'impôt sur le revenu des particuliers a accru les recettes de l'État de 90.4 p. 100, tandis que le nombre des chômeurs passait de 558,000 à 715,000.

Ce ne sont que quelques faits et chiffres qui révèlent comment le présent gouvernement alimente énormément l'inflation. L'inflation a atteint des niveaux sans précédent dans notre histoire et elle ira en s'accroissant, influant sur la vie de chaque Canadien de l'Atlantique au Pacifique. Il semble étonnant que le budget fédéral, alors que l'inflation est présente à l'esprit de tous n'ait pas cherché à reprendre l'expression trop familière utilisée durant la campagne électorale du parti libéral quand le premier ministre (M. Trudeau) déclarait qu'il jugulerait l'inflation. Ma foi, si le premier ministre était sérieux, s'il a accepté son poste pour combattre l'inflation, il est en train de perdre cette lutte inégale. Mais je doute du sérieux de sa promesse électorale.

En tout cas, beaucoup—et j'en suis je vous l'assure—croient que la principale cause de l'inflation chez nous se